



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2026 – I – 70

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune de Marconnelle

Société Nestlé Purina Petcare France

Arrêté du 23 MARS 2026 portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 modifié relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°3642, n°3643 ou n°3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté d'autorisation du 30 juillet 2024 autorisant la société Nestlé Purina Petcare France, dont le siège social est situé 34, rue Guynemer à Issy-lès-Moulineaux (92130), à exploiter une usine de fabrication de croquettes pour chiens et chats située Chemin des Voyeux à Marconnelle (62140) ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Rue Ferdinand Buisson
62020 ARRAS Cedex 9
Tél : 03 21 21 20 00

Vu la visite, sur site, de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France effectuée le 10 octobre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France du 26 novembre 2025 suite à la visite du 10 octobre 2025 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure du 27 novembre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 5 février 2026 et prises en compte malgré le dépassement du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

- lors de la visite du 10 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté le fait suivant :
 - le système de management de l'environnement (SME) n'est pas disponible. L'exploitant ne démontre pas que le SME est appliqué sur le site de Marconnelle,
 - l'inventaire n'est pas disponible en séance, ni connu des personnes concernées,
 - l'exploitant ne garantit pas la réalisation de contrôles réglementaires dans le strict respect des exigences en vigueur,
 - les dispositions relatives à l'autosurveillance des rejets atmosphériques ne sont pas respectées,
 - l'exploitant ne dispose pas de plan de gestion du bruit et des vibrations ni de plan d'actions associé,
 - l'exploitant ne démontre pas qu'il garantit une implantation appropriée les nouveaux équipements et bâtiments dans sa gestion de projets afin de limiter ses émissions sonores,
 - les émissions sonores dues aux activités des installations engendrent, dans les zones à émergence réglementée, une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées,
 - la campagne d'évaluation de l'impact olfactif ne porte pas sur l'ensemble des installations et ne se base pas sur des données fiables, complètes et indépendantes.
- ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2, 5, 6, 13.1 et 13.2 du titre II à l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020 susvisé et celles des articles 3.1.3, 7.2.1 et 10.2.1 de l'arrêté du 30 juillet 2024 susvisé ;

- face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Nestlé Purina Petcare France de respecter les dispositions des articles 2, 5, 6, 13.1 et 13.2 du titre II à l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020 susvisé et celles des articles 3.1.3., 7.2.1. et 10.2.1. de l'arrêté du 30 juillet 2024 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1er : La société Nestlé Purina Petcare, dont le siège social est situé 34, rue Guynemer à Issy-lès-Moulineaux (92130) et qui exploite une usine de fabrication de croquettes pour chiens et chats située Chemin des Voyeux à Marconnelle (62140), est mise en demeure en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de respecter les dispositions des articles 2, 5, 6, 13.1 et 13.2 du titre II à l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020 susvisé et celles des articles 3.1.3, 7.2.1 et 10.2.1 de l'arrêté du 30 juillet 2024 susvisé, sous les délais ci-dessous indiqués et à compter de la notification du présent arrêt :

ARTICLES	THÉMATIQUES	DÉLAIS
2 du titre II à l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020	Surveillance dans l'air.	2 mois
5 du titre II à l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020	Système de management environnemental.	6 mois
6 du titre II à l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020	Inventaire – Points I à V. Inventaire – Point VI.	3 mois 12 mois
13.1 du titre II à l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020	Plan de gestion du bruit et des vibrations.	6 mois
13.2 du titre II à l'annexe de l'arrêté du 27 février 2020	Prévention des émissions sonores.	6 mois
Article 3.1.3 de l'arrêté du 30 juillet 2024	Plan de gestion des odeurs. Campagne d'évaluation de l'impact olfactif.	6 mois 8 mois
Article 7.2.1. de l'arrêté du 30 juillet 2024	Valeurs limites d'urgence – Bruit.	6 mois
Article 10.2.1. de l'arrêté du 30 juillet 2024	Auto-surveillance des émissions atmosphériques.	3 mois

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est

soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de Montreuil-sur-Mer et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Nestlé Purina Petcare France et dont une copie sera transmise en mairie de Marconnelle.

À Arras

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copie :

- à la société Nestlé Purina Petcare France ;
- à la sous-préfète de Montreuil-sur-Mer ;
- au maire de Marconnelle ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France – UD du Littoral.